

Déficit public: la France sort de la zone rouge

Pour la Commission européenne, il est maintenant essentiel que Paris s'attaque à un programme d'économies afin de se désendetter.

ANNE DE GUIGNÉ [@adeguigne](#)

POLITIQUE ÉCONOMIQUE Une bonne nouvelle mûrement préparée. Comme ses prévisions économiques du début du mois le laissaient entendre, la Commission européenne a officiellement estimé mercredi que la France peut désormais sortir de la procédure pour déficit excessif dans laquelle elle est entrée il y a neuf ans. C'est la récompense d'un net redressement des finances publiques : après avoir atteint 2,6 % du pro-

duit intérieur brut (PIB) en 2017, le déficit public hexagonal se réduira encore à 2,3 % en 2018 - avant de remonter à 2,8 % en 2019, sous le choc de la transformation du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), ont calculé les experts de Bruxelles.

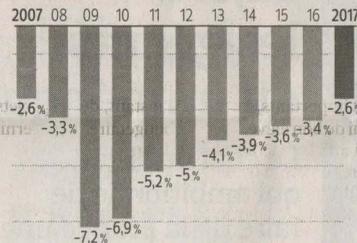
Autrement dit, pendant à minima trois ans, Paris affichera bien un déficit dans les clous bruxellois, en dessous de la fameuse « barre des 3 % » du PIB. La condition *sine qua non* pour sortir du club des pays trop dépensiers. En réalité, ce passage dans la clas-

DETTE PUBLIQUE, évolution trimestrielle, en milliards d'euros



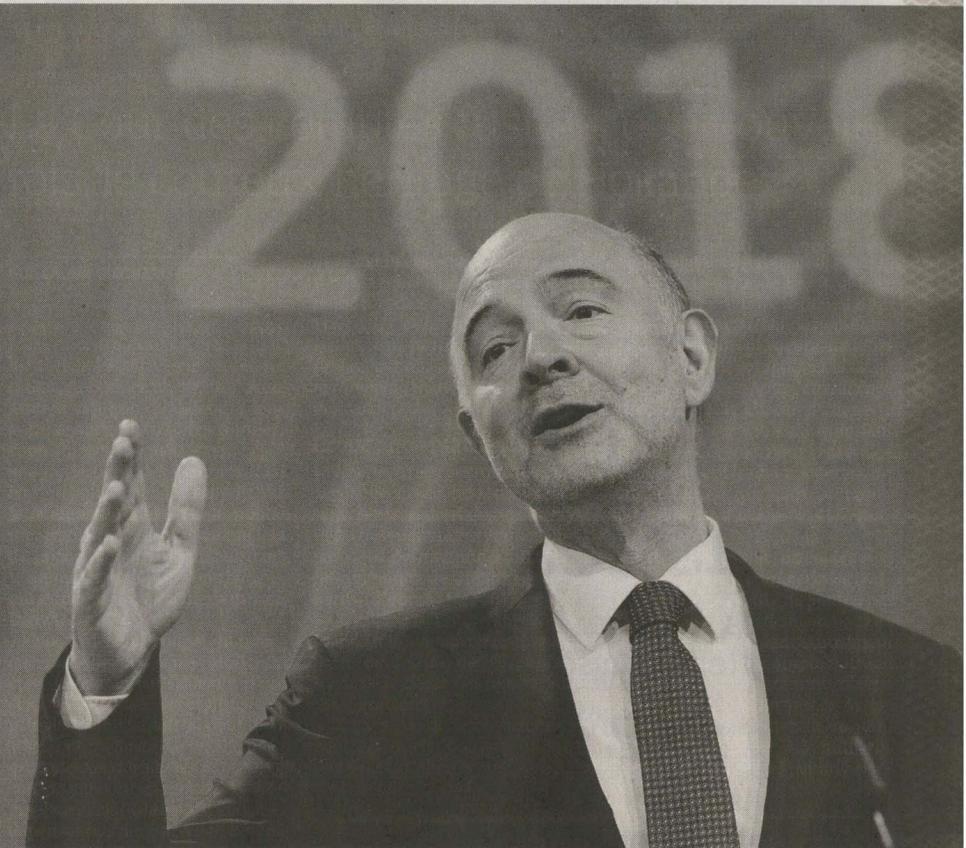
Source : Insee

DÉFICIT, en % du PIB



Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, lors d'une conférence de presse, mercredi, à Bruxelles.

JOHN THYS / AFP



se supérieure, qui doit encore être formellement validé par le Conseil européen en juillet, n'a rien de très glorieux. Avec l'Espagne, la France était le dernier État européen à être pointé du doigt par Bruxelles. Au cœur de la crise économique, en 2011, 24 pays avaient été placés dans ce sas de haute surveillance. Mais l'immense majorité en était sortie au bout de deux ou trois ans.

Bonnes recettes fiscales

« Les efforts entrepris par le gouvernement pour faire réduire le déficit et restaurer la crédibilité de la France auprès de ses partenaires européens ont porté leurs fruits », se sont logiquement félicités dans un communiqué commun les lo-

cataires de Bercy, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin. Au ministère, on rappelle les coupes dans les budgets des emplois aidés et du logement, mais aussi la mise en place d'une surtaxe sur les entreprises en décembre pour compenser l'annulation par le Conseil constitutionnel d'une taxe sur les dividendes.

Le Haut Conseil des finances publiques (HCFP), dans son avis publié mercredi, a une vision nettement moins triomphaliste. Ce cénacle d'experts « relève que le passage du déficit public sous le seuil de trois points de PIB a été obtenu sans aucun effort budgétaire discrétionnaire en 2017 ». La remarque est cruelle pour l'exécutif : le redressement des comp-

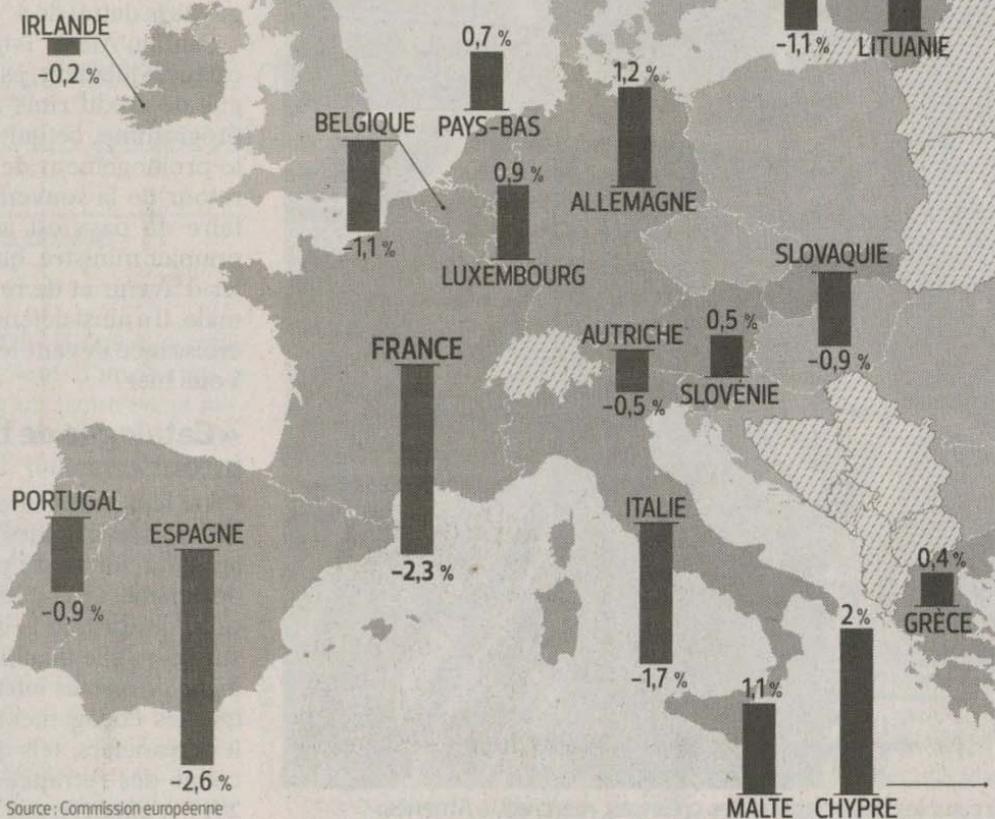
tes s'expliquerait uniquement par l'accélération de la croissance, qui a dopé les recettes fiscales. « Le non-respect de la trajectoire en dépenses ne pourra pas toujours être compensé par de bonnes recettes fiscales », a même tancé le comité placé auprès de la Cour des comptes.

À Bruxelles, le ton est différent. « Nous avons la tranquille certitude que la trajectoire française est solide et robuste », a avancé Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques et ancien ministre des Finances de François Hollande. Tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus. Il faut encore mener la bataille du désendettement. » Alors que tous les pays - sauf le Luxem-

Plusieurs pays en excédent budgétaire

SOLDE BUDGÉTAIRE, en % du PIB
(prévisions pour 2018)

Moyenne zone euro
-0,7%



bourg - ont entamé leur désendettement, la dette française a encore augmenté en 2017 pour atteindre 97 %.

Pour rajuster le tir, la Commission a donc multiplié les recommandations à la France, qu'elle est priée d'appliquer lors de l'élaboration de son budget 2019. La première est de limiter la croissance des dépenses à 1,4 %, ce qui exige déjà de réduire leur train naturel de progression. Bruxelles attend à cet effet beaucoup du programme Action publique 2022, qui doit dévoiler les grandes lignes d'économies du gouvernement. Bruxelles insiste encore sur la nécessité de mener à terme les réformes de l'éducation, de la formation et des retraites. ■

Bercy planche sur la dette de la SNCF

Alors qu'Édouard Philippe doit faire des annonces vendredi sur le montant et le calendrier de reprise de la dette de la SNCF, Bercy travaille sur un scénario de traitement sans impact sur le déficit public. Si l'Insee et Eurostat acceptent en effet de requalifier l'entreprise SNCF Réseau en administration publique, l'exécutif pourra proposer une opération de reclassement qui ne se traduira pas par une dépense publique et ne pèsera donc, comptablement, que sur la dette.

A.G